Conférence 2

Nouvelle politique linguistique

1. Les migrations successives et leurs conséquences : entre langue unique imposée et diversité de la population
2. La diversité au service de l’unité nationale du Kazakhstan
3. Conséquences de ces politiques linguistiques et du « Concept du Trilinguisme » sur le statut des langues officielles et étrangères

Le Kazakhstan monolingue au début du XIXème siècle va voir se transformer ses structures au cours des deux derniers siècles. L’histoire des immigrations successives dans le temps et leur sédentarisation dans un même espace l’a rendu plurilingue malgré lui. Pendant plus de soixante-dix ans (entre 1917-1990) la République du Kazakhstan était au sein de l’Union soviétique et pendant les 200 ans qui précédaient, à la demande des Khans kazakhs les territoires kazakhs étaient sous la protection de la Russie tsariste. Exposé à des invasions incessantes des Etats voisins comme les Djungars, Abulkhair khan était obligé de se tourner vers l’Empire russe pour lui demander sa protection. Grâce à cette protection russe, les Kazakhs ont pu garder leur langue, leur territoire étendu et peu peuplé, leur identité contre les envahisseurs djungars - une branche guerrière des Mongols, aujourd’hui disparue. (Demko 1969; Fourniau 1994 ; Poujol 2000).

De son côté, la Russie tsariste était intéressée par le Kazakhstan dont le territoire faisait partie de l’itinéraire de la Grande Route de Soie : Elle a cherché à assurer la sécurité des routes du commerce des textiles entre l’Asie centrale et d’autres pays de l’Est et de l’Europe. Ainsi les années 1731 - 1865 sont marquées par l'entrée volontaire du Kazakhstan dans l'Empire russe qui a apporté des changements radicaux dans le paysage socio-économique et linguistique à travers une politique de russification. En se ralliant à l'Empire russe, le Kazakhstan a dû s'adapter au nouveau pouvoir dominant. Le système propre au Khanat kazakh a disparu et la Russie avec son système juridique s’est définitivement imposée.

Pour renforcer cette politique de russification, à partir de la seconde moitié du XIXème siècle, ont été encouragées des migrations massives successives de Slaves sur le territoire du Kazakhstan. Le motif principal de cette migration était le manque de terres dans les régions centrales et méridionales de la Russie. Les années entre 1900 et 1917 marquent une nouvelle étape dans la politique de colonisation sous la réforme agraire de Stolypin, qui se traduit notamment par l’arrivée en masse des paysans slaves et allemands. Ainsi, entre 1906 et 1917, presque 430.000 ménages se sont installés au Kazakhstan.

En raison de l'afflux croissant d’immigrants, le Kazakhstan a alors subi des transformations profondes dans la composition de sa population. Au début du XXème siècle, le Kazakhstan s’est transformé en une province multilingue de l'Empire de Russie, composée non seulement de Kazakhs, de Russes, d’Ukrainiens et d’Allemands mais aussi d'autres groupes en augmentation, comme les Tatars, les Mordves, les Estoniens, les Polonais, les Ouïgours, les Dungans, les Coréens dans la cadre d’une politique de regroupement systématique. C’était l’époque de l’instauration du plurilinguisme de fait. Il est à noter que d'après le recensement de 1897, le taux de Kazakhs au Kazakhstan était de 87,1%. (Souleimenova 1997: 11)

En 1920, le Kazakhstan fait partie de l’URSS et devient la République socialiste soviétique kazakhe (KSSR). Les années entre 1931 et 1933 sont restées dans l’histoire kazakhe comme la catastrophe démographique due à la collectivisation de l’agriculture imposée par Staline entraînant de graves famines. La réforme de Khrouchtov et le « Programme  des terres vierges » de 1953 ont aggravé cette situation. Ainsi d’après le recensement de 1939, les Kazakhs deviennent une minorité sur leur propre terre, ce qui n’était pas le cas à l’époque tsariste.

Néanmoins tous ces changements ont renforcé les liens économiques, politiques, commerciaux et diplomatiques entre la Russie et le Kazakhstan : le Kazakhstan devenait de plus en plus dépendant de la Russie. La nécessité de connaître la langue russe s’est imposée de fait et, entre la fin du XVIIIème et le début du XIXème siècle, la langue russe a commencé à être utilisée couramment par la population sur tout le territoire du Kazakhstan.

Comme le souligne à juste titre Boyer (Boyer 1996 :18) : « Il est des situations où un idiome en position de force (pour des raisons politico-administratives, socio-économiques ou les deux à la fois) tend à occuper tous les secteurs de l’activité langagières au détriment d’une ou de plusieurs autres langues dites « minoritaires », « régionales », « locales », langues qui par ailleurs peuvent présenter une plus ou moins grande richesse d’usages. Ce type de situation est dit diglossique ». Comme la langue russe qui était en position de force dans cette situation diglossique, les Russes ne vont pas faire l'effort de parler le kazakh et encore moins d’autres langues minoritaires : c'est le peuple kazakh et tous les autres qui devaient s'adapter.

Si l’on regarde la situation des langues dans l’enseignement, entre 1954 et 1986, plus de 600 écoles en langue kazakhs furent fermées sur tout le territoire du Kazakhstan et majoritairement au nord du pays ; tout enseignement supérieur se donnait massivement en russe et le Kazakh n’était une langue d'instruction que pour seulement 17,6 % d’étudiants. La langue des affaires demeurait le russe et, pour les Kazakhs, leur langue maternelle était reléguée au rang de «seconde langue» (Souleimenova 1997). Toutefois la politique de russification résidait dans le fait que toute la population devait apprendre, à un moment ou un autre de leur scolarité, la langue russe.

En ce qui concerne la situation démographique à la veille de l’Indépendance, soit fin des années 80, début des années 90, les Kazakhs de souche étaient minoritaires dans leur propre pays. Mais l’effondrement de l'URSS en 1989 et la proclamation de l’Indépendance de la République du Kazakhstan en 1990, entraînant le départ des Allemands, des Russes et des Ukrainiens installés depuis des générations et nés au Kazakhstan  vers l’Allemagne, la Russie et l’Ukraine ont changé le paysage linguistique du Kazakhstan. Ces départs ont engendré des changements politiques, sociaux, économiques, identitaires de la société. Ils ont impliqué la redéfinition des rapports entre langues nationales, langues minoritaires et langues étrangères, et celle de leurs nouvelles places dans le système d’enseignement.

Enfin d’après les statistiques de 2012 (Перепись населения РК в 2012, 2013/ Recencement de la population en 2012) sur une population totale de 16 734 millions  les Kazakhs constituent 64,0% de la population, les Russes 22,8%, les Ouzbeks 2,9%, les Ukrainiens 1,9%, les Ouïgours 1,4%, les Tatars 1,2%, Allemands 1,1%. Les autres ethnies, comme les Coréens, les Azerbaïdjanais, les Tchéchènes, les Polonais, les Turcs, les Grecs constituent 4,51% de la population kazakhstanaise. Ainsi au gré des événements politiques, sociaux, économiques et migratoires les Kazakhs sont devenus en majorité malgré eux sur leur propre territoire. On peut constater qu’il y a actuellement dans la République deux langues dominantes : le Kazakh parlé par 64,0% de la population et le Russe parlé par 22,8% de la population.

Ce qui donne un caractère composite du paysage linguistique kazakh constituant une véritable mosaїque comprenant deux langues dominantes, des langues minoritaires mais aussi des langues en train de disparaître car elles sont parlées seulement par une centaine de locuteurs : gagaouzes, dargines, karaïmes, koumyks. Ce sont des langues de différentes familles linguistiques, génétiquement et typologiquement très éloignées.

**Nouvelles politiques linguistiques légiférant la diversité au service de l’unité nationale du Kazakhstan**

Si l’usage et la circulation des langues nationales, régionales, minoritaires et étrangères dans une société plurilingue et multiculturelle comme le Kazakhstan ne sont pas aménagés officiellement, cela peut avoir des conséquences graves pour la paix sociale, et entraîné l’incompréhension, le mépris de l’autre, les conflits et les affrontements ce que Louis-Jean Calvet (Calvet 1987) dénomme la *guerre de langues* recouvrant d’autres enjeux à caractère politique, économique, social ou identitaire voire tous à la fois. De ce point de vue, nous postulons que ces nouvelles politiques linguistiques au Kazakhstan traduisent des tentatives de (ré)équilibrage du gouvernement entre l’unité du pays et la diversité.

Quelles ont été les démarches des autorités du Kazakhstan lors de l’effondrement de l’URSS ? Aux lendemains de l’Indépendance le Président de la République, Nursultan Nazarbayev, a déclaré l’égalité de tous les citoyens. Pour ce, il a notamment inscrit dans la Constitution « l’Article sur les langues », d’après lequel le russe parlé à l’époque encore par 95% des habitants, était maintenue comme langue officielle, à côté de la langue kazakhe, langue des autochtones, connue et parlée par un peu plus de la moitié des Kazakhs cultivés  et nourris de culture russe, sans parler de représentants d’une centaine d’autres nationalités.

Ainsi d’après la « Loi sur les langues » de 1997, le Kazakh est défini comme la langue officielle, le Russe pouvant être employé à égalité avec le Kazakh. L’objectif de cette Loi était la restitution officielle de la position de la langue kazakhe, définie comme la langue de la nation titulaire, pratiquée à l’époque par seulement un plus de 50%  des Kazakhs.

Nous l’avons dit, le Kazakhstan est composé de plus d’une centaine de nationalités avec leurs langues minoritaires. Dans le « Programme de l’Etat sur le fonctionnement et le développement des langues pour la période 2001 - 2010», approuvé par le Président du Kazakhstan en 2001,  il s’agissait aussi de se préoccuper du développement des langues minoritaires, car, le fait d’avoir déplacé et accueilli un grand nombre de minorités à l’époque stalinienne, a entraîné des conséquences observables sur le territoire : le Kazakhstan est devenu un Etat où cohabitent des peuples aux origines très diversifiées.

Selon le principe de non-discrimination concernant l’appartenance nationale et religieuse, chacun a le droit d’employer sa langue maternelle. Ce qui signifie que chaque Kazakhstanais peut disposer de publications périodiques dans leur langue maternelle, d’avoir son centre culturel, de bénéficier du droit d’association et du droit d’être représenté comme membre d'une communauté ethnique à l’Assemblée nationale. En effet, en 1995 une Assemblée des peuples du Kazakhstan, rattachée à l’administration du Président, a été créée. Toutes les minorités et ethnies sont représentées par leurs élus dans cette Assemblée composée de 382 membres. Le Conseil qui entérine les décisions compte 56 membres, à la fois représentants de la nation tout entière et des Centres culturelles par langues.

La question clé dont s’occupe l’Assemblée des peuples est la question de « la sauvegarde de l’identité culturelle et de la langue des minorités », en se fondant en priorité sur l’éducation. L’originalité du système d’écoles des minorités et des ethnies réside dans le fait que l’enseignement se fait dans chaque école sur la base de la langue maternelle avec l’obligation d’apprendre le Kazakh, le Russe et l’Anglais. Ces dernières années le nombre d’écoles des minorités, avec l’Ouïgour, le Tadjik, le Turc, l’Ukrainien, le Coréen,  l’Allemand, le Doungan et le Tatar, a augmenté ; ainsi il y a 58 écoles où l’on enseigne en ouzbek, 14 écoles en ouïghour et 2 écoles en tadjik n’existant que dans les régions habitées par ces ethnies. Dans les 2163 écoles l’enseignement est mené en plusieurs langues.

L’idée est que chaque groupe ethnique peut ainsi « entretenir ses  racines », « apprendre l’histoire et la culture de son peuple » à côté de la langue, de l’histoire et de la culture du pays où il réside. Par exemple dans les endroits peuplés majoritairement par telle ou telle ethnie, il existe des classes dans les langues des minorités (mentionnées ci-dessus) où les disciplines scolaires sont enseignées dans la langue de ces minorités mais où les programmes d’études et le contenu des disciplines sont les mêmes sur tout le territoire du Kazakhstan.

Il est vrai qu’ils ne peuvent pas continuer leurs études dans leur langue minoritaire dans les écoles supérieures kazakhstanaises. Si le nombre d’élèves n’est pas suffisant pour ouvrir les classes il existe, ce qu’on appelle les « Ecoles du dimanche », où, tout en suivant l’enseignement secondaire en Russe ou en Kazakh, les élèves peuvent apprendre leur langue maternelle dans ces écoles comme c’est le cas du Polonais à Almaty. Mais on a pu remarquer que ce ne sont pas seulement les Polonais qui fréquentent ces écoles mais des Kazakhstanais d’autres origines peuvent y venir. Il est à noter par ailleurs que les écoles en kazakh existent aussi en Chine, en Russie et en Mongolie où il y a de fortes diasporas kazakhes.

L’expérience et l’exemple des sociétés multilingues (comme au Québec, au Luxembourg ou en Suisse) montre que l’aménagement des langues est un processus durable mais demande de la flexibilité. Si l’on prête attention aux textes officiels, on peut constater que, dans les premiers arrêtés, le Kazakh est proclamé unique langue officielle et le Russe – la langue de communication interethnique.

Tandis que, dans les textes plus récents (Доктрина национального единства 2010/La Doctrine de l'unité nationale 2010 ; Государственная программа развития и функционирования языков в Республике Казахстан на 2001–2010 годы 2001/ Programme d'Etat sur le fonctionnement et le développement des langues pour la période 2001-2010 ; Государственная программа развития и функционирования языков в Республике Казахстан на 2011–2020 годы 2011 / Programme d'Etat sur le fonctionnement et le développement des langues pour la période 2011-2020), le Kazakh est toujours la langue officielle mais le Russe, qui reste la langue de la communication interethnique, est également employé dans les administrations étatiques. Faut-il rappeler que le trajet entre ces deux (re)dénominations des langues et (re)définitions de leur fonction n’était pas si évident ? Elles sont les résultats non seulement de débats véhéments au sein du Parlement mais aussi de manifestations mouvementées dans les rues au Nord de la République (à majorité russophone), sans parler des actions politiques de certains députés russes qui veillaient aux intérêts de leurs « déracinés » dans les anciennes Républiques de l’Union soviétique. La priorité stratégique pour le Kazakhstan qui se trouve entre deux géants comme la Russie et la Chine est le renforcement de son unité nationale sur la base de l’adhésion à un système de valeurs et à des principes communs à tous les citoyens du pays. Ainsi en 2010, le gouvernement a développé une « Doctrine de l’Unité nationale » dont la vocation est de maintenir son paysage multiculturel et la consolidation de son unité autour des valeurs  clés telles que: « *un pays, un destin* », « *diversité des origines, égalité des chances* », « *développement d’un esprit national* ». Le texte final adopté à l’issue d’un débat public passionné précise que le « Kazakhstan moderne est la continuation d’une longue tradition des structures de l’Etat sur son territoire, qui est la résultante d’une histoire à la fois glorieuse et tragique entre tous les peuples  qui y résident et qui ont fait de ce pays leur patrie”. Par ailleurs, peu de temps avant, une décision juridique, suite aux pressions sociales alors dominantes en 2006, annonce le « Concept officiel du Trilinguisme ». Dans ce texte, trois langues sont obligatoires au Kazakhstan: le Kazakh comme langue officielle et facteur de l’unification et de l’unité nationale, le Russe comme langue de communication interethnique et l’Anglais comme première langue étrangère car considérée comme langue incontournable d’intégration dans l’économie mondiale. L’apprentissage d’une deuxième langue étrangère (Français, Allemand, Chinois, Turc, Arabe etc.), revient à la seule décision de l’usager. Ces politiques promouvant le bilinguisme puis le trilinguisme, imposées d’en-haut, ont impliqué l’instauration du plurilinguisme de droit et d’une nouvelle « domination linguistique», qui n’ont pas pourtant facilité la maîtrise de la langue kazakhe par tous les Kazakhstanais, pourtant langue de l’Etat titulaire, car plus de la moitié des Kazakhs, nourris de langue et de culture russes depuis des générations, ne la maîtrisaient pas. Pour comprendre ce paradoxe, il faut rappeler ici le rôle de la langue Russe dans la société kazakhe, et regarder la situation géographique et l’histoire des deux pays voisins dont la longueur des frontières communes est de 6846 kilomètres, la deuxième plus longue frontière terrestre mondiale derrière celle des USA avec le Canada. Ces politiques linguistiques de plurilinguisme de droit ont eu des conséquences décisives au niveau national mais aussi sur le plan éducatif.

Conséquences de ces politiques linguistiques et du « Concept du Trilinguisme » sur le statut des langues officielles et étrangères

Si l’on regarde la situation actuelle, force est de constater que ces politiques étaient une nécessité pour le salut de la langue kazakhe. D’après les données du Ministère de l’Education du Kazakhstan en 2010, il y avait déjà  3811 écoles secondaires prodiguant un enseignement des disciplines en kazakh, 1598 écoles enseignant en russe, 2089 écoles bilingues combinant le Kazakh et le Russe. Actuellement 56% des élèves font leurs études en kazakh contre 32,35% en 1990-1991, 33% en russe contre plus de 65% en 1990-1991, et plus de 10% dans d’autres langues. Selon les statistiques au Kazakhstan, la situation est devenue différente dans l’enseignement supérieur. Dans les universités, 51,6  % des étudiants se sont inscrits dans la section kazakhe, tandis que les autres font leurs études dans des filières russophones : ce chiffre est quatre fois plus élevé que les données dans les premières années de l'Indépendance.  Dans le « Programme d'État du développement de l’éducation pour la période 2011-2020 », les législatives de l’encouragement à la maîtrise du kazakh ont été jetées. Conformément à ce programme, le kazakh a été progressivement introduit dans toutes les entreprises et sociétés, dans tous les secteurs de la vie publique (politique, administratif, communal, etc.) et éducatif, en offrant dans les écoles à tous les niveaux et dans toutes les universités, des centres d’apprentissage obligatoire et gratuit du kazakh.

Par ailleurs, à l’aide d’un appel d’offres, le ministère d’enseignement a organisé des concours pour la conception de méthodes d’enseignement des langues, surtout du Kazakh, car les méthodes d’enseignement du Russe et de l’Anglais existent depuis longtemps.

Ces politiques officielles ignorent l’existence de plurilinguismes cachés ou non déclarés (car leurs langues n’ont pas été recensées et donc elles ne sont donc pas légitimes) que possède, de par leur histoire personnelle, un grand nombre d’individus ou de groupes, pratiquant deux ou plusieurs langues, utilisées à des degrés différents. Potentiellement nous avons donc affaire à des usagers déjà bilingues, voire plurilingues, qui ont un parcours linguistique et culturel complexe. Mais ces acquis individuels sont rarement pris en compte par les institutions et par les structures d’enseignement ou de formation.

La particularité du paysage composite des langues du Kazakhstan réside dans le fait, qu’outre la relation ambiguë, comme nous l’avons vu, qui existe entre les langues officielles nationale et interethnique (le Kazakh et le Russe), il y a des langues étrangères ayant une tradition de longue date. A l’époque soviétique il existait un système de quota, répartissant de manière équilibrée les effectifs entre les trois grandes langues étrangères occidentales (l’Anglais, l’Allemand et le Français), dans le système de l’enseignement à tous les niveaux

Les effets directs de ce « Projet culturel du Trilinguisme » (Тілдердің үш тұғырлылығы» мәдени жобасы. 2006/Projet culturel du Trilinguisme. 2006) sur le statut des langues qui n’y sont pas mentionnées, n’ont pas tardé à se manifester. Le Français et l’Allemand, jadis premières langues étrangères au même titre que l’Anglais à différents niveaux du système éducatif, ont perdu leur position. Le Français et l’Allemand sont devenus les deuxièmes langues étrangères au niveau du supérieur et sont offertes de plus en plus par des écoles privées. Les écoles publiques, autrefois spécialisées en français et en allemand, sont obligées de réduire les heures d’apprentissage de leur langue de spécialisation pour introduire des heures du Kazakh et d’Anglais.

Faute de moyens accordés par l’Etat aux autres langues que l’Anglais et, conséquemment du fait de la baisse de demandes dans ces langues étrangères, les départements de français et d’allemand ont été fortement réduits dans les universités. L’anglais est donc devenu la seule langue étrangère officielle, omniprésente dans la société kazakhe, dans les écoles publiques et dans les universités. La conséquence de cette nouvelle domination linguistique est que 33 écoles ont été ouvertes pour la formation des élèves dans les trois langues officielles (Kazakh, Russe et Anglais). Dans 32 écoles du pays, a eu lieu une expérience de l'apprentissage précoce de la langue anglaise.

D’autres langues étrangères sont offertes dans les universités kazakhes. Il existe des départements de langues orientales dans les grandes universités comme KazGU Al Faraby (Almaty), ENU Gumilev (Astana) et à l’URILM Abilai khan (Almaty) où l’on apprend l’arabe, le coréen, le turc, le chinois et le japonais comme première langue étrangère, langue de spécialité suivie par un nombre très restreint d’inscrits (5 à10 personnes par promotion). Ce sont de futurs spécialistes qui vont travailler dans les pays orientaux comme diplomates et chercheurs. Ces langues ne sont pas demandées comme deuxièmes langues étrangères dans les universités et ne sont pas étudiées à l’école secondaire.

Or la gestion de la pluralité linguistique au niveau étatique n’est opérationnelle que si elle repose sur les profils sociolinguistiques existants des apprenants et des locuteurs, ce qui impliquerait la reconnaissance et la prise en compte de la diversité de ces répertoires et capitaux linguistiques dans l’éducation, et plus largement dans la société.

En concluant on peut constater que la pluralité linguistique et culturelle est de fait la situation la plus connue dans le monde. Cette diversité souvent est le résultat des événements historiques et des déplacements migratoires de populations. Elle est le résultat historique et aléatoire de la cohabitation volontaire de plusieurs communautés porteuses de langues aux usages hiérarchisés ou négociés.

Qu’avons-nous appris de la gestion de la diversité à travers les politiques linguistiques du Kazakhstan dès son indépendance acquise en 1990 ?

Résumons ci-après le statut des langues et leur fonction dans cette législation des diverses langues qui constituent le paysage sociolinguistique du pays :

- le kazakh, ancienne langue minorée, est devenu langue officielle de l’Etat titulaire, langue de l’unité nationale, langue identitaire nationale et langue d’identification ;

- le russe, ancienne langue majoritaire, est devenu une langue intérieure de maintien de la communication interethnique et de gestion de la diversité issue de migrations successives. Mais il est vrai que la langue des affaires la plus courante au Kazakhstan est toujours le russe ;

- les langues des « minorités » sont des langues des ethnies ou des nationalités présentes sur le territoire kazakh, liées à une politique de gestion de la « diversité culturelle », reconnues et enseignées dans les écoles primaires, selon le nombre, parfois ayant un statut marginalisé dans les Ecoles du dimanche.  Les rapports de pouvoir engendrent des statuts asymétriques entre langues déclarées ‘majoritaires’ et ‘minoritaires’. La vitalité de certaines langues ‘minoritaires’ est à la seule décision des porteurs souvent pas nombreux ;

-l’anglais, langue internationale, devient une langue obligatoire introduite à tous les niveaux de l’éducation et dans tous les secteurs de la vie publique et privée ;

-les autres langues étrangères (orientales comme occidentales) sont la plupart du temps reléguées au statut des deuxièmes langues étrangères (devenues les parentes pauvres de l’enseignement des langues) et donc en quatrième ou cinquième position dans le parcours d’apprentissage d’un usager. L’offre de ces langues se faisant plus en plus rares dans le système éducatif public, c’est le système privé qui va relayer l’offre.

L’étude des politiques linguistiques et des effets sur le système éducatif, sur les dispositifs institutionnels, sur les comportements sociolinguistiques des groupes et des individus ne peut se passer d’une réflexion pluridimensionnelle et contextualisée. Bien que le Kazakhstan essaie de s’inspirer les politiques linguistiques des pays avec une longue expérience multilingue et multiculturelle comme la Suisse, le Canada ou la Belgique[[1]](#footnote-1), ce sont les acteurs sur place qui élaborent des stratégies linguistiques qui peuvent être en conformité ou non avec les politiques officielles. Car toute politique de gestion de la diversité linguistique et culturelle a des limites.

Toutefois la question des langues – de leur enseignement et donc de la formation des enseignants – ne peuvent pas se régler uniquement à coup d’arrêtés et de décrets. Ces dernières années les enjeux ont changé, les motivations se sont modifiées pour une grande variété de raisons. Actuellement l’usager des langues est devenu un acteur social avec des motivations propres, liées à des besoins de mobilités nouvelles pour des raisons académiques, professionnels ou économiques. Conséquemment les usages des langues étrangères se sont diversifiés. L’apprentissage d’une langue étrangère au Kazakhstan, si elle est toujours un signe social distinctif comme par le passé, elle est actuellement de plus en plus perçue comme aussi un instrument d’intégration sur la scène sociale internationale.

De plus, les motivations des usagers ne coïncident pas forcément avec les politiques linguistiques officielles, ni avec les offres en langues faites par les institutions éducatives locales, qui dépendent de la politique officielle. Les offres en langues étrangères sont de plus en plus restreintes, et peuvent être en contradiction avec celles du marché de l’emploi et des perspectives professionnelles des individus. Ainsi, si l’on fait l’étude de la composition des écoles avec l’enseignement en russe, on constate que souvent 80% d’élèves sont d’origine kazakhe. Les parents expliquent qu’avec le russe et d’autres langues étrangères, leurs enfants ont plus de marges de manoeuvre à la fin de l’école secondaire. L’autre des raisons évoquées du choix de l’école russe par les nationalités autres que russophones est la formation de qualité qui y est prodiguée, dépendant beaucoup de la qualité professionnelle des formateurs, de celle des curricula et des méthodes d’enseignement proposés qui prennent en compte les enjeux de la collectivité et ceux des individus concernés.

Pour conclure, nous avons tenté d’identifier les dynamiques en accord *versus* en tension qui traduisaient cette volonté gouvernementale de gérer la diversité linguistique au service de l’unité nationale. Nous avons également tenté de cerner les effets de ces politiques de gestion de la diversité qui peuvent engendrer des effets contraires, à la pluralité officiellement déclarée, au niveau des institutions et de leurs acteurs.

1. [↑](#footnote-ref-1)